

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q3/VCT/3

9 avril 2002

(02-1885)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Demandes présentées au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les  
subventions et les mesures compensatoires

Question posée par le JAPON concernant la notification de  
SAINT VINCENT-ET-LES GRENADINES<sup>1</sup>

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 avril 2002.

---

Le Japon présente la question ci-après en vue de clarifier certains aspects de la demande soumise par Saint-Vincent-et-les Grenadines au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC concernant la prorogation de la période de transition prévue pour les subventions à l'exportation. En outre, le Japon se réserve le droit de poser des questions supplémentaires. Cette question ne préjuge pas de la position du Japon au sujet des conclusions qui pourraient être adoptées.

Loi n° 5 de 1982 sur les incitations fiscales, telle que modifiée par la Loi n° 20 de 1987 et la Loi n° 16 de 1991

Il semble que cette loi renferme une prescription relative à la valeur ajoutée locale. Saint-Vincent-et-les Grenadines pourrait-elle indiquer si la loi est conforme à la disposition de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC?

---

<sup>1</sup> G/SCM/N/74/VCT et G/SCM/N/71/VCT.